



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Caisses

Question écrite n° 41649

Texte de la question

Mme Sylvia Bassot attire l'attention de M. le ministre du travail et des affaires sociales sur l'ordonnance du 24 avril 1996 no 96-344 portant des mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale. En effet, l'une de ces mesures prévoit de limiter à 65 ans, transitoirement 67 ans, l'âge autorisant l'élection à un conseil d'administration des caisses de retraite et maladie. Cette mesure ne sera pas sans conséquences puisque les membres des conseils d'administration sont élus en deux collèges, dont un collège d'actifs et un collège de retraités avec une proportion obligatoire de 3/4 d'actifs et 1/4 de retraités. Les retraités s'inquiètent de cette mesure qui tend à restreindre leur participation. Or il s'agit d'une catégorie de population qui est très dévouée et assidue à cette fonction, étant plus disponible que les actifs qui, eux, ont des contraintes professionnelles. De plus, cette restriction est très mal perçue par cette population très aguerrie sur les problèmes sociaux étant donné leurs années passées au service du régime. Elle lui demande donc en conséquence quelle décision il compte prendre à cet effet dans l'intérêt des retraités.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire attire l'attention du ministre du travail et des affaires sociales sur les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale. L'article 12 transpose la réglementation existante concernant les conditions d'accès aux fonctions d'administrateurs et les règles d'incompatibilités du régime général aux caisses d'assurance maladie, maternité et d'assurance vieillesse, invalidité, décès des professions indépendantes. Ces dispositions prévoient notamment une limite d'âge à l'éligibilité des administrateurs. Les conditions d'éligibilité et d'inéligibilité des administrateurs des caisses devant relever du domaine législatif et non réglementaire comme c'était le cas jusqu'alors, il est apparu nécessaire à la suite de l'examen du projet d'ordonnance par le Conseil d'État, de retenir la rédaction proposée par la Haute Assemblée et d'insérer un nouvel article au code de la sécurité sociale reprenant les dispositions des articles applicables aux conditions de désignation des administrateurs du régime général. Néanmoins, le ministre du travail et des affaires sociales précise que ces nouvelles dispositions ne s'appliquent pas aux mandats des administrateurs actuellement en fonctions. Il tient également à souligner que la limite d'âge est fixée pour le prochain renouvellement des conseils à soixante-sept ans compris. En outre, de telles limites d'âge existent d'ores et déjà dans beaucoup d'autres structures, qu'il s'agisse du secteur public (dirigeants d'entreprises publiques par exemple), ou bien du secteur privé (administrateurs élus des sociétés anonymes, en vertu de l'article 90-1 de la loi du 24 juillet 1966). Pour autant, il faudra examiner si les textes doivent être adaptés aux spécificités des régimes des professions indépendantes concernées pour les prochains renouvellements des conseils d'administration, et cela avant les élections qui doivent intervenir au mois de décembre 1997 pour les régimes d'assurance vieillesse et invalidité décès des professions artisanales, industrielles et commerciales.

Données clés

Auteur : [Mme Bassot Sylvia](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 41649

Rubrique : Securite sociale

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 29 juillet 1996, page 4074

Réponse publiée le : 2 décembre 1996, page 6357